TOUS ENSEMBLE

ALLONS CHERCHER DE NOUVEAUX POUVOIRS

La CSN, depuis ses débuts, a marqué le Québec en forçant la discussion et la mise en place d'idées et de propositions, en analysant les situations du point de vue des travailleurs, travailleuses et couches populaires, en soutenant des luttes, tant dans les entreprises que dans les institutions.

Toutes ces actions, toutes ces propositions de changements, toutes ces réflexions se sont inscrites à l'intérieur d'un projet de société différente, que nous élaborons sans cesse, au jour le jour, à travers les crises et les attaques qui ne manquent pas, de la part de ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change. Parce que le système qu'on connaît les sert fort bien.

Cet effort de prise en compte de toutes les dimensions de notre action syndicale a toujours marqué les militants et militantes de notre organisation; il s'agit, aujourd'hui, de poursuivre dans la même direction.

En 1974, nous avons voulu *VIVRE À NOTRE GOÛT* et nous avons indiqué que pour y arriver, il nous fallait prendre la place qui nous revenait: *"Il faut se sentir de plus en plus responsables des conditions de notre vie et de notre développement. Dans ce contexte, il nous faut les moyens d'engager les actions qui s'imposeront. Il nous faut propulser avec force nos grands objectifs, assurer la solidarité de notre action quotidienne, voir à l'expansion du mouvement et surtout, continuer d'étendre notre réseau d'information et de participation."*

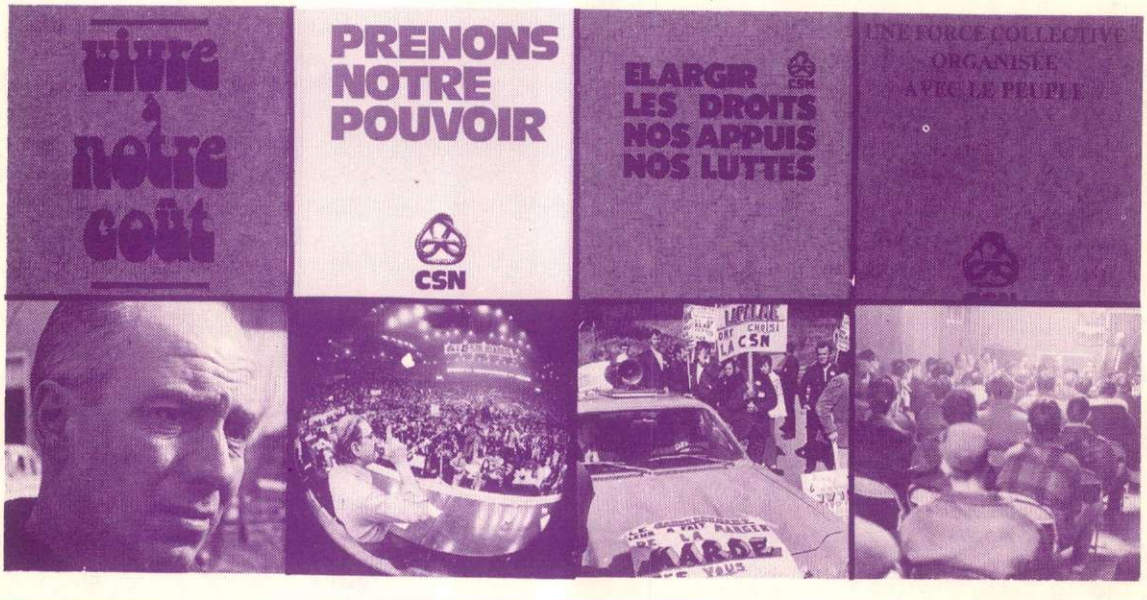
Deux ans plus tard, en 1976, dans *PRENONS NOTRE POUVOIR*, nous avons constaté que rien ne se réalisait de façon mécanique, d'un bloc. Dans la poursuite de notre objectif de transformer le plus possible la réalité à l'avantage de la classe ouvrière québécoise, disions-nous, *"il y a des étapes, des détours, des reculs, des gains, des compromis, des applications partielles, des nécessités tactiques, des urgences de l'heure, des occasions historiques capitales, et c'est avec tout cela qu'il nous faut compter".*

Nous avons été conscients, en 1978, de l'importance d'*ÉLARGIR LES DROITS, NOS APPUIS, NOS LUTTES.* Il ne faut rien négliger pour faire entendre la voix des travailleurs, avons-nous dit. *"Il importe que nous apportions notre contribution afin de permettre aux travailleurs de formuler leur projet de société; qu'ils établissent dans l'opinion publique les grands enjeux politiques et infléchissent les décisions politiques dans le sens des intérêts de la majorité. Les travailleurs doivent développer leur influence".*

Quand nous avons affirmé, au dernier congrès de 1980, que la CSN était *UNE FORCE COLLECTIVE, ORGANISÉE, AVEC LE PEUPLE,* nous avons en même temps indiqué que la perspective qu'il nous fallait développer, c'était de *"lutter pour donner à tout le peuple une plus grande maîtrise sur son présent et sur son devenir, être la force collective capable d'avancer de nouvelles solutions pour l'ensemble des couches populaires".*

Ce sont là des engagements.

Aujourd'hui, au moment où la voie de la facilité serait de rentrer la tête dans les épaules et de laisser passer la tempête, nos responsabilités syndicales nous obligent à prendre l'initiative en vue d'aller chercher de nouveaux pouvoirs pour la classe ouvrière.



nous savons résister

Notre capacité de résister, nous avons fait la preuve qu'elle existe! Les attaques patronales et gouvernementales durant les dix dernières années, nous avons réussi à les surmonter dans une grande mesure.

Crier l'espoir, nous n'avons pas cessé de le faire! Affirmer la place de l'homme et de la femme dans l'organisation de toutes les dimensions de la vie: économique, sociale, politique, culturelle, c'est un fil conducteur depuis les débuts de notre organisation, il y a soixante ans.

Paradoxe cependant!

À chaque fois que les travailleurs, les travailleuses, leurs organisations veulent occuper toute la place qui leur revient, refusent d'endosser les points de vue des gouvernements, d'accepter les raisons avancées par les entreprises, les accusations pleuvent.

Ceux qui sont protégés par un syndicat sont des égoïstes parce qu'ils peuvent mieux se défendre! Comme si ceux qui sont syndiqués se battaient pour empêcher les autres de l'être!

Ceux qui ont encore un emploi devraient se sentir coupables de travailler, face aux centaines de milliers d'hommes et de femmes en chômage! Comme si c'étaient eux qui décidaient de fermer les usines!

Ceux qui ont réussi à négocier des clauses d'indexation pour se protéger de l'inflation devraient avoir honte! Comme si la hausse des prix était leur responsabilité!

On entend de plus en plus fréquemment ce type de refrain depuis quelques mois. Mais il n'est pas nouveau. On le retrouve à toutes les époques, dans la bouche de tous ceux qui craignent le jour où les couches populaires verront ensemble quels sont leurs intérêts fondamentaux. Et comme la recette qui consiste à dresser l'assisté social contre le chômeur, le syndiqué contre le non-syndiqué, les hommes contre les femmes, le secteur privé contre le secteur public, les travailleurs des pays industrialisés contre ceux des pays en voie de développement, rapporte généralement certains résultats, les possédants ne s'en privent pas.

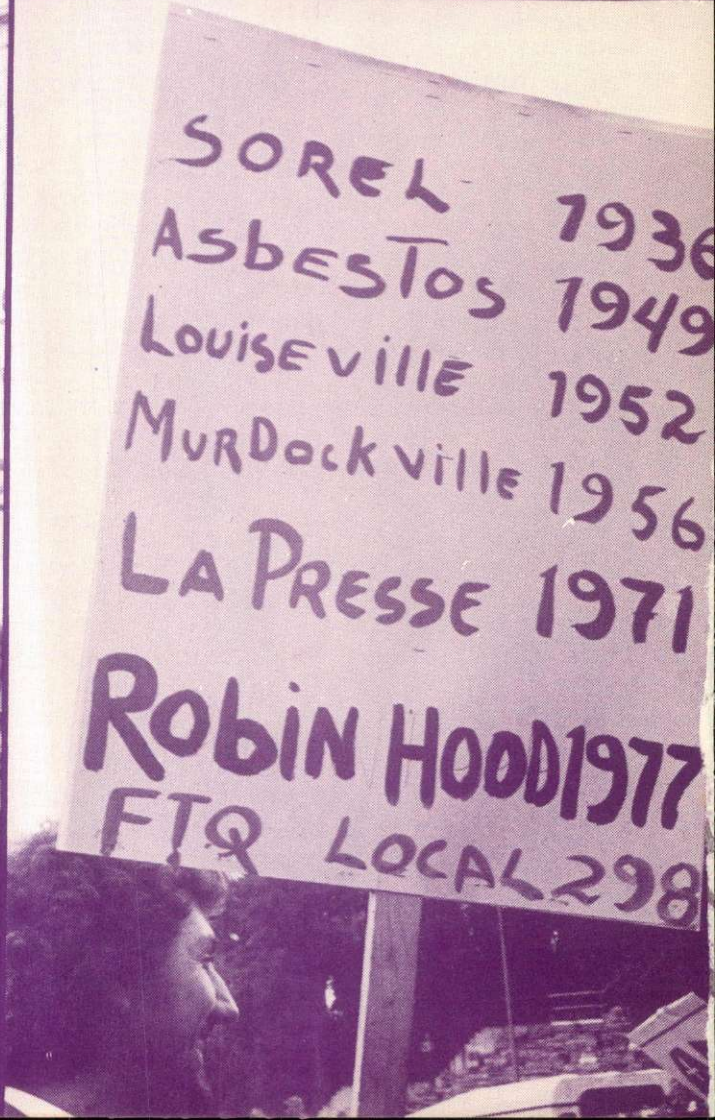
Selon leur propagande, les partis politiques, Paul Desmarais ou Edgar Bronfman seraient davantage préoccupés du bien commun que les travailleurs syndiqués et leurs organisations...

Nous sommes écartés des grandes décisions qui pèsent pourtant très lourdement sur nos vies; nous subissons, par contre, les effets de ces décisions économiques prises par d'autres, suivant leurs intérêts.

ÉCONOMIE ET FINANCE
L'INFLATION RESTERA DANS LES DEUX CHIFFRES EN 1982
Une récession provoquée de toutes pièces
Le Québec perd 67,000 emplois en un an
CONSTRUCTION SOMBRE AVENIR
L'OPULENCE À LA POTENCE !
LE QUÉBEC A PERDU 67,000 EMPLOIS

LE COÛT DE LA VIE AUGMENTE
NOS SALAIRES DOIVENT FAIRE DE MÊME

LE 80 DOIT VIVRE POUR NOS ENFANTS


SOREL 1936
ASBESTOS 1949
LOUISEVILLE 1952
MURDOCKVILLE 1956
LA PRESSE 1971
ROBIN HOOD 1977
FTQ LOCAL 298

nos constatations

un chômage terrible

Le sort réservé actuellement aux hommes, aux femmes et aux jeunes qui veulent travailler est effrayant.

L'insécurité s'installe.

Tous les jours, la radio, la télévision et les journaux nous annoncent des mises à pied dont on ignore la durée. Des usines ferment. Des postes sont coupés. En janvier dernier, le Québec comptait 349,000 chômeurs "officiels" soit ceux qui sont comptabilisés parce qu'ils sont encore à la recherche d'un emploi. Ceux qui se sont découragés en cours de route, et qu'on estime à 103,000 doivent être ajoutés à ce premier chiffre si on veut obtenir le vrai portrait.

En janvier donc, environ 450,000 Québécois-ses ne pouvaient plus gagner leur vie. Depuis quelques mois, c'est la chute libre. Les chiffres sont étourdissants! 2,000 emplois perdus en septembre, 17,000 en octobre, 67,000 en novembre, 93,000 en décembre et 97,000 en janvier, par rapport aux mêmes mois de l'année précédente.

Pour le Canada, le nombre de chômeurs "officiels" dépasse le million. Les prévisions à court terme ne laissent présager rien de mieux. Pour la quatrième fois depuis 1976, Ottawa s'apprête à effectuer une nouvelle coupure dans les prestations d'assurance-chômage, de l'ordre de 250,000,000$. Comme on ne laissera pas mourir ces personnes de faim, ce sont les budgets des provinces qui vont écoper, augmentant encore le nombre d'assistés sociaux.

Comme d'habitude, les femmes et les jeunes sont encore plus frappés.

la hausse des prix étrangle le monde

Pendant que les taux d'intérêts atteignent des sommets inégalés et qu'Ottawa confirme que cette politique va se poursuivre, le monde est étranglé par la hausse des prix.

Ceux qui avaient, de peine et de misère, réussi à s'acheter une petite maison ne sont plus assurés de pouvoir rencontrer les coûts exorbitants des hypothèques; déjà, des milliers de Canadiens ont dû se défaire de leur maison. Les locataires ne sont pas mieux placés. Les propriétaires leur transfèrent les hausses de coût du loyer de l'argent.

Pour joindre les deux bouts, il n'est pas rare qu'on doive occuper deux emplois, avec les conséquences que cela comporte. Le monde s'endette de plus en plus pour continuer à survivre. En dix ans, la dette canadienne à la consommation est passée de 10$ milliards à 43$ milliards.

Bien sûr, ce sont les plus démunis qui sont davantage victimes de ces troubles économiques. Près d'un million de travailleurs et travailleuses canadiens-nes sont au salaire minimum ou encore en sont tellement près que toute hausse ou baisse de ce dernier a des effets directs sur eux.

Au Québec, sous un gouvernement qui se dit "social démocrate", la valeur réelle du salaire minimum a chuté de 15 pour cent depuis 5 ans. Avec des prix qui ne cessent de monter et un salaire qui perd de sa valeur, on peut deviner l'étendue des drames sociaux que cela recouvre.

ça ne va pas mal pour tout le monde!

Avec les taux d'intérêts qu'on connaît, ceux qui ont les moyens de placer de l'argent font de bonnes affaires. Comme on dit, c'est rendu plus payant de faire travailler son argent que de travailler soi-même. C'est scandaleux.

Les faillites personnelles augmentent: celles d'entreprises aussi, surtout chez les PME; 2,000 d'entre elles ont été touchées en 1980.

En 1981, le coût de la vie a accusé une hausse de 12.5 pour cent. La plupart des compagnies profitent de ces hausses de coûts pour augmenter leurs profits et leur capacité d'investir. Depuis 1977, les bénéfices après impôts des compagnies augmentent de 23 pour cent en moyenne; au début des années '70, ils augmentaient de 13 pour cent et de 8 pour cent durant les années '60.

Les banques ont intérêt à ce que les taux demeurent élevés, on le comprendra facilement. Selon l'association des banquiers canadiens, ce sont des profits de 1,715,800,000$ que les neuf principales banques ont accumulés en 1981, une augmentation de 38 pour cent!

Pendant que les travailleurs doivent lutter pour obtenir quelques augmentations de salaire qui, la plupart du temps, ne seront même pas égales à la hausse du coût de la vie, les privilégiés s'en tirent fort bien.

À Ottawa, de juillet 1980 à décembre 1981, les députés et ministres se sont votés des augmentations de salaires qui atteignent 50 pour cent.

Le directeur de la Banque du Canada, Gérald Bouey, celui qui appique les politiques de taux d'intérêts aussi élevés, s'est vu accorder une augmentation de 10 pour cent en décembre; son salaire est passé de 95,000$ à 104,500$. Quelques jours auparavant, il avait affirmé que si les travailleurs continuaient d'exiger des hausses de salaires de dix pour cent, le pays s'en allait en faillite. Son salaire a augmenté de 40 pour cent en deux ans.

D'autres hauts fonctionnaires fédéraux, qui gagnent plus de 100,000$ par année, ont reçu des hausses salariales de 12.3 pour cent au début de février.

Le peuple, celui qui tire le diable par la queue, ne trouve plus drôles du tout ces cyniques personnages!

les coupures de budgets sociaux

Jusqu'à l'automne dernier environ, les porte-parole du gouvernement québécois assuraient la population que les coupures de budgets faites dans l'éducation et les services de santé n'auraient aucune conséquence sur la qualité des services à la population.

"On coupe dans le gras", disait le ministre Parizeau, "c'est pas grave".

Mais le monde a fini par se rendre compte qu'il en allait autrement. Ceux qui se sont retrouvés parqués dans les urgences des hôpitaux, celles qui attendent une place à l'hôpital depuis des mois et qui apprennent tout d'un coup que cet hôpital ferme 150 lits, ceux qui entendent dire qu'on veut mettre fin au programme de soins dentaires pour les enfants ne se laissent plus raconter d'histoire sur la qualité des services qui serait demeurée la même.

Au moment où la Commission Jean remet son rapport sur l'éducation des adultes, le gouvernement réduit les budgets dans ce secteur.

Mais depuis quelques semaines, les explications aux coupures ont changé.

Si on coupe, dit le premier ministre Lévesque, c'est parce qu'on est "chromés". Il y a des chômeurs, assistés sociaux, travailleurs et travailleuses au salaire minimum qui vont être surpris d'apprendre ça! Ce n'est pas vrai qu'en coupant dans les budgets sociaux, cela crée de l'emploi dans le secteur privé!

Pendant qu'à Québec et à Ottawa, on réduit les dépenses sociales, le gouvernement fédéral annonçait, dans son dernier budget, une hausse de 18 pour cent du budget militaire; les autres dépenses augmentaient de 12 pour cent.

Les coupures budgétaires de 1$ milliard faites au Québec en 81 et celles de 700$ millions prévues pour cette année touchent directement les plus démunis et accentuent les inégalités. Ce sont là des choix politiques de la part du Québec, des choix qui découlent d'une absence d'établir une fiscalité plus juste, où la part des entreprises irait s'élargissant et non pas diminuant comme c'est le cas actuellement.

La situation sera encore plus dramatique si le gouvernement fédéral persiste à priver le Québec d'une somme de 600$ à 700$ millions en transferts fiscaux, selon les prétentions du gouvernement.

nos explications

La crise actuelle fait partie intégrante du fonctionnement du capitalisme et représente une période de réorganisation du capital. À bien des points de vue, la siuation peut ressembler à ce que les travailleurs ont déjà connu à d'autres périodes, en 1970 par exemple, ou encore en 1958 ou en 1953.

Mais ce qui n'est plus pareil aujourd'hui et qui amène à croire que les difficultés ne sont pas seulement passagères, c'est qu'à ces moments-là, les prix haussaient au moment où augmentait le chômage et que chutait la production. De plus, les gouvernements n'hésitaient pas à intervenir pour relancer l'économie, quand le chômage frappait trop fort.

Aujourd'hui, au contraire, les gouvernements interviennent pour maintenir et approfondir la récession. Leurs choix portent sur des politiques restrictives, axées sur ce qu'on a appelé le "monétarisme" dont le président Reagan et la première ministre Tatcher, en Angleterre, se sont faits les champions.

Selon cette politique, il n'est pas question d'intervenir pour créer de l'emploi ou encore faire baisser les taux d'intérêt; il faut laisser les forces de l'argent faire leur chemin le temps qu'il faut.

retour en arrière

Depuis sept ans, la production a eu tendance à augmenter de 3 pour cent par année; cette tendance avait été de 5.4 pour cent pour les 14 années précédentes. L'inflation, de 72 à 82, avait tendance à croître de 9.1 pour cent, soit à peu près trois fois plus que de 64 à 72. Quant au chômage, il se maintient toujours à des niveaux élevés d'environ 8 pour cent.

Ce qu'on connaît aujourd'hui se préparait donc depuis déjà quelques années. Mais qu'est-ce qui explique cette chute de production?

Du côté des financiers, on entend souvent dire que le ralentissement de la production est dû à l'incapacité de faire des investissements. Mais quand on regarde les chiffres, on constate rapidement que ce n'est pas vrai. Les investissements ont augmenté de la même façon durant les années '70 (plus 4,9%) que durant les années '60 (plus 4,7%). La même chose pour la création d'emplois, qui a progressé de la même façon pendant les deux décennies.

Les capitalistes avancent ainsi une série de raisons pour expliquer le ralentissement de la croissance. Les lois protégeant l'environnement seraient devenues trop dures, comme celles sur la santé au travail. D'une certaine façon, ce serait rendu plus difficile d'exploiter le monde. En plus, ajoutent-ils, les travailleurs n'ont plus le coeur à l'ouvrage.

Nous, on pense que ce n'est pas le cas. Pour écarter ce genre d'argument patronal, il suffit de constater que les chutes de productivité sont plus importantes dans

les secteurs industriels qui emploient le moins de main-d'oeuvre et qu'elles le sont moins dans les secteurs qui emploient plus de monde, comme les services (transport, restauration, commerce, etc...).

Autrement dit, plus un secteur emploie de monde, moins on y constate de baisse de productivité!

Deux raisons majeures

À notre avis, deux raisons majeures expliquent la situation actuelle.

À partir du milieu des années soixante, l'appareil de production nord américain accuse un retard certain face aux autres pays industrialisés en Europe et au Japon, de même que dans certains pays en voie de développement: l'accès aux ressources naturelles (bois, pétrole, etc...) est moins facile.

Au moment de la crise de l'énergie, en 1973, quand il n'est plus possible d'exploiter à rabais les réserves de pétrole des pays du Tiers-Monde, qui voudraient profiter de leurs richesses, le choc est brutal. Il faut restructurer, et vite, parce que l'industrie manufacturière ne peut plus soutenir la concurrence, aussi bien sur le marché intérieur que quand nous allons vendre à l'étranger ce que nous produisons.

Le **vieillissement** frappe les industries canadiennes et québécoises. prenons un exemple: le papier. Cette industrie est obligée d'investir au delà de 1-1/2$ milliard (avec des subventions) pour soutenir la concurrence des pays européens, qui avaient dû rebâtir leur industrie après la guerre, ou encore le Brésil et le sud des États-Unis. Dans cette industrie, pendant les années de vaches grasses, on avait préféré empocher les profits et négligé de rajeunir l'équipement. Mais cette réorganisation rapide de l'appareil de production a provoqué, en contre-partie, des mises-à-pied importantes de travailleurs.

La même chose pour l'industrie automobile, qui doit aujourd'hui s'ajuster brutalement, alors que les Japonais et les Européens ont pris plusieurs longueurs d'avance. Si on considère que le papier représente le tiers de l'industrie du Québec et l'automobile le tiers de l'industrie nord américaine, on comprend la gravité du choc.

La **crise de l'énergie** est venue s'ajouter à ce premier phénomène et l'amplifier considérablement. Pendant des années, on avait fonctionné comme si l'énergie était inépuisable, et à portée de la main. Nos usines mangeaient beaucoup d'énergie et mettaient sur le marché — pensons aux automobiles — des produits qui en consommaient eux aussi énormément. Les prix de l'énergie étaient stables.

Pendant ce temps-là, Japonais et Européens, moins bien servis en richesses énergétiques, s'étaient adaptés en conséquence.

À partir de 1972, les prix du fuel-oil, de l'essence, de l'électricité et du gaz naturel se mettent à grimper. Tout l'appareil industriel en subit les contre-coups. Tout ce qui se passe n'est pas contraire, par ailleurs, aux intérêts des multinationales du pétrole: souvenons-nous de leurs profits depuis cette date.

des investissements massifs, mais peu productifs

Ces deux facteurs — vieillissement et énergie — provoquent donc la nécessité d'investissements énormes qui n'ajoutent rien en terme d'augmentation de la production: il s'agit de remplacer des machines qui ne soutiennent plus la concurrence ou qui absorbent trop d'énergie.

Ces investissements massifs dans le secteur de l'énergie ont de plus la particularité de ne pas produire de richesses avant plusieurs années. Ils drainent cependant des capitaux qui ne sont plus disponibles pour d'autres formes d'investissements. Ainsi, jusqu'en 1974, 10 pour cent environ des prêts bancaires aux entreprises l'étaient dans le secteur de l'énergie. Depuis, cette part dépasse les 30 pour cent. La croissance ne suit donc pas au même rythme que ces investissements.

D'un autre côté, même si des emplois ont continué d'être créés, ces transformations ont provoqué une accentuation dans la création d'emplois du secteur services, reliés directement aux échanges ou aux transferts de capitaux: secteur bancaire, secteur immobilier, champ du crédit, etc. Ce ne sont pas des types d'emplois qui amènent une croissance de production.

Les pressions patronales visant **l'organisation du travail** sont significatives de l'intention du patronat d'augmenter la productivité à peu de frais, sans que des investissements importants ne soient nécessaires. Ce sont

les travailleurs et les travailleuses qui doivent supporter ces changements. On n'a qu'à penser à ce chapître, aux "quality circle" qui s'implantent dans plusieurs milieux de travail.

Il leur faut du capital

Mais pour procéder à tous ces investissements il faut du capital, énormément de capital. Ces masses d'argent, qui leur sont de plus en plus nécessaires, c'est dans les poches du monde que les capitalistes vont venir les chercher.

Pour autofinancer leurs activités, les capitalistes vont tenter d'augmenter leurs profits en réduisant les salaires. Ils vont aussi tenter de réduire la consommation pour augmenter l'épargne nécessaire au financement des investissements.

Ce sont là deux terrains de lutte qui sont fort occupés depuis sept ou huit ans.

La **hausse des prix,** pour maintenir ou augmenter les profits, provoque la résistance des travailleurs syndiqués, qui veulent maintenir leur pouvoir d'achat et une juste part d'enrichissement.

Une bonne partie de l'inflation résulte de l'acharnement des entreprises à élargir leurs marges de profits par la hausse des prix.

Au début, la résistance des travailleurs organisés leur a permis de maintenir leur pouvoir d'achat, mais quand le gouvernement fédéral s'est rendu compte, en 1975, que cette résistance nuisait à l'augmentation des profits, il a mis tout son poids du côté des entreprises en adoptant la loi sur le contrôle des prix, mais surtout des salaires (C-73), qui a privé les travailleurs de 4$ milliards de salaires.

D'un autre côté, les taux d'intérêts élevés, parce qu'ils empêchent bien du monde d'emprunter pour acheter des biens de consommation, représentent en quelque sorte de l'épargne forcée. Les entreprises peuvent puiser dans cette épargne le capital nécessaire à leurs investissements. En réduisant la consommation sans distinction par rapport aux services et aux biens essentiels, la masse de capital disponible est plus grande, mais la misère s'accentue.

C'est un cercle vicieux.

Quand on comprime les salaires, qu'on augmente en même temps les taux d'intérêts, cela provoque un ralentissement de la demande de biens, donc un ralentissement de la producton. S'ensuit une augmentation du chômage et, à la limite, une diminution des profits.

Le rôle des gouvernements

Les politiques appliquées à Ottawa, Québec et ailleurs dans le monde ont été décidées lors des sommets des pays industrialisés; les premiers ministres canadiens ont emboîté le pas. Ces politiques, adoptées sous la pression des multinationales ont pour objectif de leur permettre de se restructurer au plan mondial.

Quand le gouvernement fédéral, comme vient de le réaffirmer le premier ministre Trudeau, s'entête à combattre l'inflation à la place du chômage et qu'il maintient une politique de taux d'intérêts élevés, il s'agit là d'une autre facette du parti pris avoué des gouvernements en faveur des entreprises.

De fait, ce que cache la lutte des gouvernements contre l'inflation, c'est leur engagement du côté des capitalistes pour que ces derniers aient les coudées franches pour avoir accès aux sources de financement.

Le type de lutte à l'inflation mené par les gouvernements n'est rien d'autre, finalement, qu'une tentative de plus d'écraser la résistance des travailleurs. C'est ce que prône le président Reagan; c'est ce qu'applique madame Tatcher en Angleterre et le gouvernement fédéral au pays; les gouvernements français et allemands ont indiqué récemment une volonté plus marquée de s'attaquer au chômage.

Quoi qu'ils en disent, les gouvernements sont des acteurs majeurs, même s'ils se renvoient la balle l'un l'autre: Trudeau à Reagan, Lévesque à Trudeau.

Il faut aussi se rendre compte que lorsque les gouvernements ralentissent leurs investissements, c'est en grande partie pour libérer la place pour que les capitalistes puissent avoir accès à des sources plus importantes de crédits: si les gouvernements empruntent moins, en effet, cela laisse davantage de crédit disponible pour financer les entreprises. C'est dans cette perspective qu'il faut voir les efforts des gouvernements pour réduire leurs déficits, ce qui entraîne des coupures de services à la population.

Ce que nous révèlent les années '70, en fin de compte, c'est que les gouvernements, sous le couvert de la lutte à l'inflation, se sont en réalité livrés à une attaque systématique du pouvoir d'achat des travailleurs et des couches populaires, afin de briser leur résistance.

CSN
DROIT AU TRAVAIL
NON AUX FERMETURES D'USINES
POUR UNE CAUSE DE STABILISATION D'EMPLOI
CSN

Sommet populaire
Politique municip
& Transport

nos propositions

Même si les attaques des gouvernements et du patronat se font très dures contre les travailleurs, les travailleuses et leurs organisations, nos responsabilités syndicales nous engagent à développer des perspectives offensives.

D'ailleurs, c'est leur système à eux qui craque de partout à l'heure actuelle; ce qu'ils cherchent, ce sont des boucs émissaires. Nous ne décidons de rien en ce qui touche la finalité de la production, les grandes stratégies industrielles; mais les grands plans de développement qui nous sont imposés, ce sont les couches populaires qui en paient les coûts sociaux, et qui les paient chèrement. Toutes ces décisions économiques qui sont prises au-dessus de nos têtes nous concernent au premier degré. Parce que notre emploi dépend de ces décisions! Parce que le bien-être de nos familles en dépend aussi!

Aujourd'hui, il n'est plus seulement question de se défendre contre toutes les agressions des capitalistes et de leurs gouvernements! Il est aussi question, et surtout, de passer à l'offensive pour aller chercher de nouveaux pouvoirs pour la classe ouvrière, pour les couches populaires!

Il nous faut continuer d'élargir, par la syndicalisation, le nombre de ceux et celles qui pourront mieux se défendre!

Il nous faut prendre en compte les difficultés du peuple, parce que nous sommes avec lui, parce que nous en sommes, pour porter ses revendications et transporter ses espoirs!

Sur une base syndicale, notre base, il nous faut forcer à nouveau l'acquisition, par la classe ouvrière, de nouveaux droits qui profiteront à l'ensemble.

L'histoire de la CSN est jalonnée de ces percées que nous avons pu résusir alors qu'à peu près personne en dehors n'y croyait.

Nous avons des objectifs! Posons nos revendications!

Avançons nos propositions!

N'attendons pas, cependant, que toutes les données pour la solution du problème soient réunies. Ce serait se condamner à ne pas bouger, à la paralysie. "Je ne crois pas que nous devions laisser échapper des occasions sous le prétexte que les événements qui se présentent ne satisfont pas complètement toutes les exigences posées par l'idéologie", écrivait le président de la CSN dans le rapport au congrès de 1976.

Cela s'applique maintenant, comme cela s'applique à chaque jour de notre action syndicale.

Il y a un enseignement à tirer de ce qui se passe depuis une dizaine d'années: nous détenons un pouvoir réel. Ce pouvoir, jusqu'ici, s'est exercé dans la résistance des couches populaires qui ont opposé leurs volontés à celles des capitalistes.

Résistance à la réduction des salaires, donc à l'augmentation de la part des profits.

Résistance à la compression de la consommation, même au prix d'un fort endettement: nous voulons que nos besoins, au moins les essentiels, soient satisfaits.

C'est parce que les capitalistes et les gouvernements refusent encore de reconnaître ce pouvoir et d'en tirer les conséquences quand vient pour eux le temps de prendre des décisons qui nous engagent, c'est parce qu'ils rêvent toujours d'écraser ce pouvoir, c'est parce qu'ils s'acharnent à préconiser des politiques qui visent notre écrasement que nous nous retrouvons dans la situation présente.

Les capitalistes et les gouvernements devront se rendre compte qu'il n'y aura pas de "sortie de crise" — réduction de l'inflation, relance de la croissance et de l'emploi — à moins que les besoins populaires ne soient satisfaits.

baisse des taux d'intérêts

Les taux d'intérêts actuels entraînent une récession épouvantable. Toute l'économie est bloquée. Cela doit débloquer, et vite. L'indécence a depuis longtemps été dépassée en ce qui touche le chômage, l'insécurité des travailleurs.

Nous étions près de 100,000 à Ottawa le 21 novembre pour tenter de faire changer les politiques du fédéral. Il faut poursuivre la mobilisation.

Il faut que les travailleurs de la construction recommencent à construire des logements que le monde pourra payer. En 1971, on était moins nombreux et 233,700 logements ont été mis en chantier: seulement 158,600 l'ont été en 1980. Ce n'est pas normal.

Il faut que le secteur manufacturier se remette à produire des biens que le monde aura les moyens d'acheter.

soutien de l'emploi

Le gouvernement québécois, de son côté, doit engager immédiatement au moins 200$ millions pour soutenir environ 25,000 emplois qui seront perdus dans les mois qui viennent, si rien n'est fait. les trois centrales, FTQ, CEQ et CSN l'ont réclamé dans une déclaration conjointe le 16 février dernier.

1) droit au travail

Nous avons la certitude que le chômage est un produit du capitalisme et que les patrons, et l'État qui les soutient, n'ont pas intérêt à l'éliminer, parce que les sans-emplois sont, pour le capital, une réserve de main-d'oeuvre à bon marché. Nous affirmons qu'il demeure profondément légitime d'exiger du travail pour tous et la mise en place de politiques qui tendent à cela, même à l'intérieur du système.

Les coûts sociaux et économiques qui résultent de la non-utilisation de la force de travail d'une partie importante de la population sont indescriptibles. Le monde a le droit de travailler. Lorsqu'ils travaillent, ils ont aussi le droit de ne pas être jetés à la rue sans avertissement, n'importe comment. Nous remettons de l'avant avec force notre revendication d'une caisse de stabilisation de l'emploi, qui aurait pour première fonction de prévenir les fermetures d'entreprises et d'assurer la compensation des travailleurs, si la fermeture est inévitable.

revendications fondamentales

2) favoriser l'accès au syndicalisme

Toutes les études sur le sujet font la preuve que lorsqu'on est syndiqué, on se défend mieux. Une enquête de l'IRAT a démontré que la syndicalisation amenait généralement une amélioration des conditons de vie des travailleurs de l'ordre de 10 à 17 pour cent. Si les travailleurs syndiqués veulent continuer à progresser, il est essentiel que d'autres travailleurs accèdent à la syndicalisation.

Nous mettons de l'avant des mesures concrètes visant à favoriser l'accès au syndicalisme pour de larges catégories de travailleurs-euses pour qui cela est impossible, dans l'état des lois. Parmi ces mesures, soulignons l'accréditation multipatronale.

3) hausses du salaire minimum et des prestations sociales

La crise actuelle accentue les inégalités.

La valeur réelle du salaire minimum diminue depuis cinq ans. La même chose se produit pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui sont non seulement plus nombreux que jamais, mais qui voient la valeur des prestations qu'ils reçoivent fondre à vue d'oeil.

Le gouvernement doit rétablir l'indexation du salaire minimum. Les prestations d'aide sociale doivent être augmentées. Ces deux mesures auront un effet direct sur la situation économique puisque des milliers de personnes auraient ainsi un peu plus de moyens pour se procurer des biens essentiels.

4) Canalisation de l'épargne collective

Nous avons au Québec des milliards que nous abandonnons aux autres. Dans les assurances, dans les compagnies de fiducie, dans nos fonds de pension. L'argent que nous y déposons pourrait être utilisé pour un développement sur lequel la collectivité aurait une prise; cela nécessiterait la démocratisation des institutions financières comme la Caisse de dépots.

Il nous faut remettre la main sur l'utilisation de ces milliards pour qu'ils servent à financer notre propre développement, en fonction des besoins des couches populaires. Pareil outil serait très précieux pour l'établissement d'une politique de plein emploi.

5) Maintien et élargissement des services publics

Les services publics sont un moyen privilégié de redistribuer de façon davantage équitable la richesse collective. Nous considérons que leur établissement, leur maintien et leur élargissement représentent des acquis de civilisation pour la société québécoise.

Le manque d'investissements dans les services publics et la privation de certains de ces services qui, avec les politiques de coupures des gouvernements, amènent une détérioration des services publics, font en sorte que l'ensemble des citoyens et citoyennes paieront de plus en plus cher pour les mêmes services.

C'est l'amélioration des conditions de toute la classe ouvrière qui doit guider nos choix, nos décisions, nos orientations, nos actions. Les efforts que nous nous imposons pour comprendre ce qui se passe autour de nous n'ont pas d'autre but, finalement, que de nous aider à déterminer ce qui doit être entrepris.

La crise économique actuelle représente une période de réorganisation du capital; elle représente aussi une période stratégique qui doit nous permettre d'aller chercher de nouveaux droits. Dans ce contexte, notre mobilisation et les gains qui en découleront, nous permettra de franchir un pas de plus dans notre cheminement vers notre projet de société, tout en répondant concrètement aux problèmes vécus actuellement par les travailleurs et les travailleuses.

Produit par le service de l'information de la CSN
supplément de nouvelles csn, no 154

Mars 1982

CSN